

**Conseil départemental de la Nièvre**  
**Intervention introductive de Fabien BAZIN, Président du CD58**  
**Session départementale du 17 février 2025**

*Seul le prononcé fait foi*

\*\*\*\*\*

Cher.es collègues,  
Chers Nivernais,

Bonjour à celles et ceux que je n'aurais pas encore salué et bienvenue pour cette première session plénière de l'année 2025 consacrée principalement comme de tradition au débat d'orientation budgétaire, dans un contexte qui n'a jamais été aussi incertain de mémoire de conseiller départemental.

Avant toute chose, je voudrais rendre un hommage appuyé à André Périnaud qui nous a récemment quittés. Cette figure de la Nièvre, de ses mandats communaux et départementaux à ses engagements, nous rappelle que dans les responsabilités que les citoyens nous ont confiés, nous sommes des passeurs d'histoire.

1' de silence et soutien à Patrice Joly.

Quelle histoire pouvons-nous écrire quand, aujourd'hui, nous abordons une question qui nous concerne et nous impacte au quotidien :

la situation budgétaire de notre département alors que les finances de tous les départements sont gravement attaquées.

Le budget 2024 se clôt dans la douleur et nous faisons face à des difficultés croissantes, dictées par des choix politiques qui mettent en péril notre capacité à garantir l'accès à des services publics de proximité.

Au-delà du flou persistant sur certains atterrissages chiffrés du projet de loi de finances 2025 qui nous ont contraints à décaler le vote du budget, l'adversité se mue, année après année, en une brutalité mortifère pour les services publics.

Comme l'a souligné François Sauvadet, avec sa casquette de Président de l'association des départements de France, « les départements sont en situation critique ».

Et comme l'a souligné la Défenseur des droits spécifiquement sur la protection de l'enfance, l'État doit donner aux Départements les moyens de remplir leurs missions.

Voilà la réalité de nos politiques publiques.

Tous les Départements, chacun à leur manière, ont dénoncé cet état de faits.

60 millions d'euros de ponction sur le budget de la Région, et ce sont par exemple des petites lignes ferroviaires en péril, dont le sort a récemment mobilisé plus de 800 personnes entre Clamecy et Avallon.

Une TVA à la dynamique atone, des besoins sociaux contracycliques, des décisions et des dépenses non compensées, un fonds vert amputé de 1,5 milliards d'euros et ce sont les investissements et les services publics de tout un territoire qui sont insuffisants.

Je vous propose de répondre favorablement à peut-être la seule mesure de la loi de finance à avoir un impact positif sur notre budget. Je parle, vous l'avez compris, de la possibilité d'augmenter le taux des droits de mutation à titre onéreux de 0,5 %.

Pour cela, il nous faudra délibérer avant le 15 avril 2025. Notre session budgétaire étant le 14 avril, nous ne pourrons pas être au rendez-vous. Aussi, je vous propose de le faire le 10 mars 2025 à l'issue de notre commission permanente sous forme de session extraordinaire.

Une mesure et une seule face à une batterie d'efforts constamment demandés.

L'État nous demande des efforts ?

Cela fait déjà trois ans que nous les faisons, déployant une gestion plus que responsable des finances départementales, en réduisant notre endettement, en réduisant nos coûts de fonctionnement, en lissant certains investissements dans le temps.

L'État nous demande des efforts ?

Que dire des 39,5 millions d'euros que l'État nous doit au seul titre de l'année 2024 ? Nul doute que le budget départemental n'aurait pas la même figure si nous ne devenions pas organismes de crédit ou percepteurs pour l'État.

L'État nous demande des efforts ?

À l'heure où la brutalité politique se mélange Outre-Atlantique en une brutalité institutionnelle, nous ne sommes pas un pays qui bafoue la démocratie et les droits fondamentaux. Et les Départements refusent de devenir des prêteurs sur gage pour le compte d'un État qui a mis en gage la vie des gens en disparaissant avec la caisse.

Ça devient malheureusement notre réalité quotidienne.

Pourtant, malgré ces défis, nous avons pris la décision de ne pas sacrifier des pans entiers de politiques publiques. Nous défendons une vision où nos choix sont guidés par l'ambition de garantir le rebond de la Nièvre.

Cela nécessite un travail de précision, et de concertation à tous les étages. C'est pourquoi les choix budgétaires que nous sommes contraints d'opérer sont le fruit d'échanges permanents et responsables avec les acteurs de notre territoire.

Certains départements réduisent les effectifs des agents publics, d'autres encore ont abandonné le soutien aux communes par exemple.

Ça n'est pas notre chemin, parce que chaque jour nous mesurons combien le Département est l'acteur des parcours de vie et de la vie du territoire, a fortiori en ruralité.

En effet, nous savons que les projets des communes, la culture ou le sport apportent à un territoire en termes de cohésion sociale, d'attractivité, d'emplois, d'identité, de formation ou de valorisation des ressources locales.

Nous savons que nos agents apportent de garanties en matière de service public, de réduction des inégalités, de conditions d'enseignement et d'émancipation, de mobilisation des acteurs locaux et de qualité de vie.

Et nous savons combien notre action est un levier pour tout le territoire : déploiement de la fibre optique, désenclavement par la RN7, travail avec l'Agence Économique Régionale pour développer les zones d'activités, soutien à notre filière viande à Corbigny, Saint-Benin-d'Azy et maintenant Cosne-sur-Loire.

Je souhaite avoir une pensée pour nos éleveurs, durement touchés par les récentes attaques de loups contre leurs troupeaux. Derrière chaque attaque, ce sont des heures de travail, un savoir-faire précieux et une passion qui sont éprouvés.

Je tiens à saluer la mobilisation des services de l'État, sous l'autorité de Madame la Préfète et avec l'appui de la Direction Départementale des Territoires de la Nièvre (DDT), qui agissent avec réactivité pour protéger nos élevages et tentent d'apporter des solutions adaptées. Ensemble, nous devons rester vigilants et engagés pour préserver nos agriculteurs et le patrimoine vivant de notre territoire.

Je veux enfin rappeler qu'il n'y a pas d'endroit où il fait bon vivre quand la santé des gens est en risque.

Les hôpitaux, notamment les services d'urgence, connaissent une situation d'une extrême gravité mais à notre niveau, il faut souligner que les centres de santé départementaux ont permis à ce jour à 5000 Nivernais de retrouver un médecin traitant.

Ces avancées témoignent de notre engagement à investir dans l'avenir de notre territoire et à améliorer la vie des gens. Ceux-là même qui nous ont confiés leurs besoins prioritaires et leur vision pour la Nièvre.

Jean Jaurès disait la chose suivante : « Tout service public est une victoire de l'intelligence humaine, une conquête de la liberté ».

Nous devons nous battre pour cette liberté, pour cette intelligence collective qui nous unit et nous permet d'avancer.

Nous ne pouvons pas laisser cette asphyxie budgétaire perdurer sans réagir sinon nous ne serons demain au rendez-vous d'aucun besoin, d'aucun projet sur le territoire.

C'est pour cela que nous vous proposons une motion sur les services publics.

Cela porte un nom : abîmer la libre administration des collectivités locales, et donc abîmer la démocratie de proximité. Cela ne concerne ni la gauche ni la droite ; c'est une question de principe pour tous ceux qui croient en une gouvernance proche des citoyens.

Je ne le citerai probablement pas souvent, alors appréciez chers amis, mais François Bayrou l'a d'ailleurs rappelé lors de son discours devant les Départements de France, je cite :

*“la rupture entre la base et le prétendu sommet” qui marquerait aujourd’hui la société française — et qui se serait notamment exprimée lors de l’épisode des Gilets jaunes — montre qu’il y a “un chaînon manquant”. Or le département peut “jouer ce rôle”.*

Nous ne nous sommes pas trompés en instaurant et en poursuivant le dialogue direct dans le cadre d'Imagine la Nièvre.

Je finirais en redisant que certes, nous sommes à un moment délicat de notre histoire, où la complexité de la situation actuelle appelle à un message de responsabilité, mais je porte également un message d'espoir.

Ensemble, nous avons la capacité de faire face à ces défis, aller chercher des financements européens, faire entendre notre voix au plus haut niveau, préserver notre démocratie de proximité et renforcer les conditions pour bien vivre et bien accueillir dans la Nièvre.

C'est en unissant nos forces, en dialoguant et en collaborant que nous pourrons surmonter ces obstacles.

Je vous remercie de votre attention et de votre engagement pour notre territoire.

Nous pouvons construire un avenir meilleur pour la Nièvre.